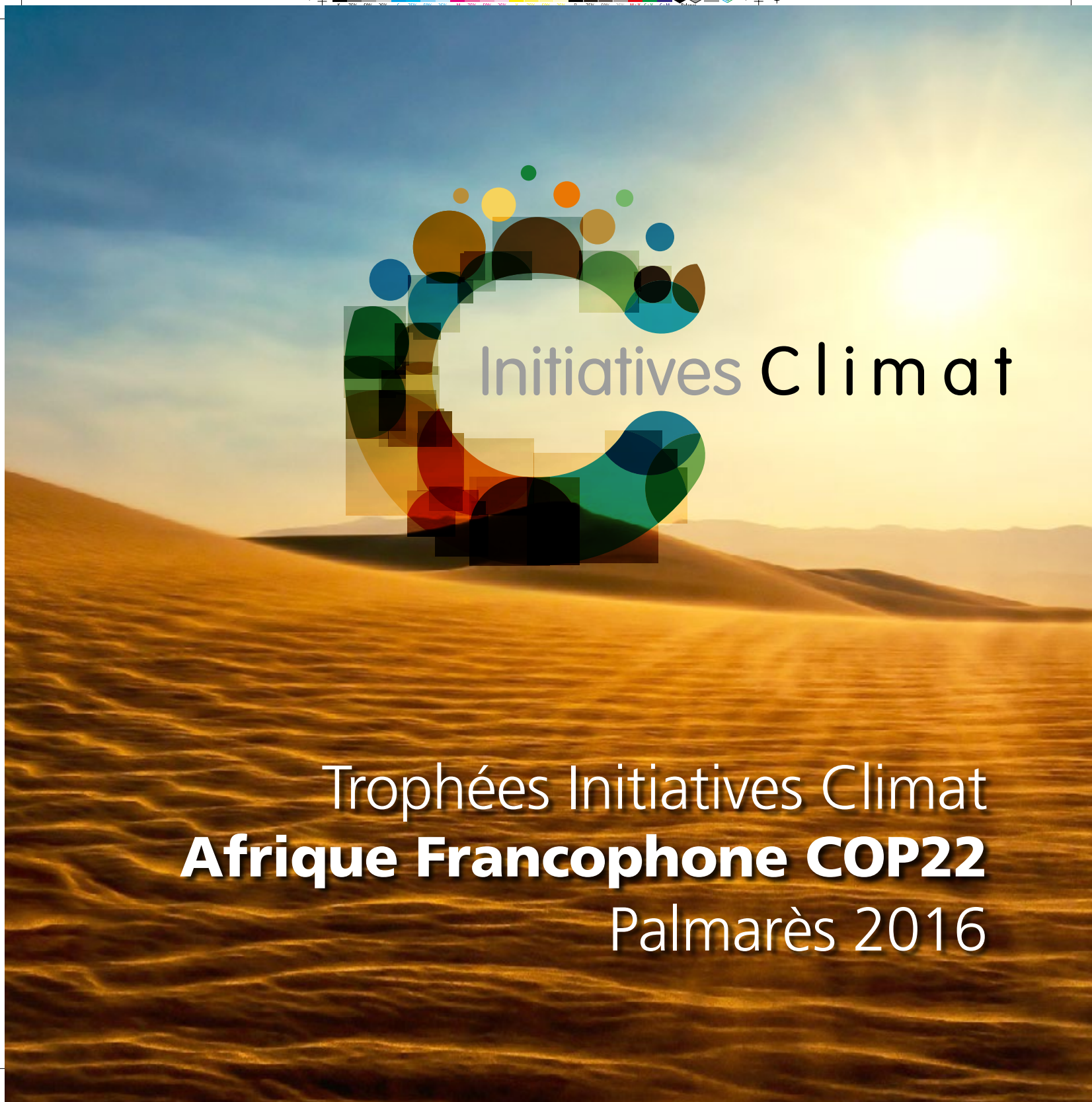
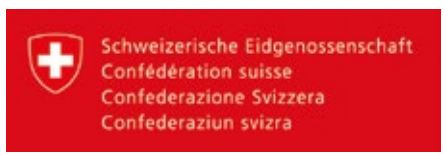

Initiatives Climat
Trophées Initiatives Climat
Afrique Francophone COP22
Palmarès 2016

RÉDACTION :
Meriem Houzir et Benoît Théau
initiativesclimat@gmail.com

DESIGN GRAPHIQUE :
MOREL COMMUNICATION
www.morel.ma

IMPRESSION :

Cette publication a été réalisée avec le soutien de la Coopération Suisse et du Ministère délégué chargé de l'Environnement du Maroc.



© Initiatives Climat, 2016.

EDITO

Le dernier rapport sur l'état du climat, élaboré à partir de données fournies par 450 scientifiques du monde entier, montre que de nouveaux records de chaleur ont été enregistrés en 2015. Il indique aussi que les concentrations des trois principaux gaz à effet de serre (CO_2 , méthane et protoxyde d'azote) ont atteint de nouveaux sommets l'année dernière. En dépit des discours des « climato-sceptiques », la planète se réchauffe et le climat se modifie.

Les manifestations de ces évolutions sont la recrudescence des sécheresses (presque deux fois plus importantes en 2015 qu'en 2014), l'augmentation du nombre de phénomènes climatiques extrêmes (ouragans, cyclones, inondations…) ou bien encore l'élévation du niveau des mers.

Les conséquences sont de natures diverses : baisse de la production agricole, perte de biodiversité, raréfaction des ressources en eau, augmentation du nombre de réfugiés climatiques, modification des systèmes socio-économiques, crises géopolitiques…

Les changements climatiques vont nous conduire à adopter de nouveaux modes de vie, à changer nos habitudes et à transformer nos économies.

Déjà, en Afrique, une diversité d'acteurs – organisations de la société civile, collectivités locales, entrepreneurs verts – ont pris la mesure des impacts des changements climatiques sur la vie quotidienne des populations ainsi que sur l'environnement et l'économie. Partant de constats souvent négatifs, ces acteurs ont conçu et mené des projets d'adaptation et d'atténuation aux effets des changements climatiques ainsi que des actions en matière de sensibilisation, d'éducation et de formation liées à la question du climat. De plus, l'entreprenariat vert est en plein essor : de nombreuses personnes s'engagent dans des projets d'économie verte qui réduisent les risques liés à l'évolution du climat.

Afin de valoriser ces acteurs et leurs projets, un recueil d'Initiatives Climat a été réalisé. Il est consultable en ligne www.initiativesclimat.org. Chacun peut y trouver des sources d'inspiration pour ses actions. Cette plaquette présente les Initiatives Climat des nominés et lauréats des Trophées Initiatives Climat, Afrique Francophone qui sont organisés à l'occasion de la COP22 qui se tient au Maroc.

Ces Trophées n'auraient pu voir le jour sans la participation active et l'aide inestimable des nombreux partenaires – acteurs de la coopération, organisations internationales, ministères –, qui sont impliqués dans des actions de lutte contre les effets des changements climatiques et pour le développement durable.

Que tous, acteurs de terrain comme organismes d'appui, soient remerciés pour leur engagement en faveur d'un monde plus humain, qui devra savoir s'adapter aux profondes mutations que les changements climatiques vont générer.

Meriem Houzir
Benoît Théau

JURY

Les porteurs de projet d'Afrique francophone ont été invités à soumettre en ligne leurs initiatives. Sur 250 projets soumis, 103 ont été retenus pour le recueil d'initiatives. Les porteurs d'initiatives pouvaient concourir pour les Trophées.

Une première analyse a permis de sélectionner 30 nominés, de 14 pays différents.
Ensuite, le jury, composé d'une douzaine de personnes, a choisi les 10 lauréats des trois catégories : organisations de la société civile (4), entrepreneurs verts femmes (2), entrepreneurs verts jeunes (2), collectivités locales (2).

Le jury a examiné les dossiers à l'aide de grilles d'évaluation qui comportaient plusieurs critères en rapport avec les domaines suivants : changements climatiques (adaptation et atténuation), approche participative/gouvernance, impacts à moyen et long termes, durabilité, formation, information/sensibilisation/éducation, réplication.
Le choix final des lauréats a été difficile compte tenu de la qualité des initiatives soumises.

Les initiatives lauréates proviennent de neuf pays différents. Ceux-ci se verront remettre leur prix dans le cadre de la COP22, lors d'une cérémonie de remise des Trophées, le 17 novembre 2016, à Marrakech.

Lauréat — Organisation de la Société Civile

GUINÉE — Promotion de la saliculture sans feu

Le diagnostic de l'état de dégradation des ressources naturelles en zone de mangrove révèle une accélération alarmante du taux annuel de défrichement des massifs forestiers en raison des activités rizicoles et salicoles. Pour compenser les aléas d'une production vivrière qui n'assure pas des revenus stables aux familles, les exploitants se consacrent de plus en plus à la saliculture lors de la saison sèche, d'où une surexploitation du bois, matériau nécessaire pour extraire le sel des saumures obtenues du filtrage des terres salées. Aux besoins des riverains de la mangrove, s'ajoutent ceux des familles étrangères à la région, en quête de revenus. Le Rio Pongo (site Ramsar) est une excellente zone de production du sel, de riz et de bois de chauffe. Cependant, ces activités entraînent la destruction, chaque année, de plus de 4% de la superficie des mangroves, dont le bois est utilisé par la population comme combustible. Aussi le Réseau Guinéen des Zones Humides a-t-il initié des actions pour garantir une gestion rationnelle des ressources naturelles et encourager une participation active des femmes dans la promotion et la vulgarisation du « sel solaire ». L'approche consiste à minimiser les besoins en ressources ligneuses de la mangrove pour la production du sel, augmenter le rendement de la production de sel, alléger les travaux d'extraction, favoriser les échanges entre les différents groupements impliqués dans la filière, intégrer les activités de gestion des ressources naturelles dans les priorités des riverains, mettre en place une stratégie de diffusion de la démarche pour d'autres sites du littoral. Des essais de cristallisation ont été réalisés avec 100 l de saumure, dans des bassins de 10 m² : 15 à 20 kg de sel peuvent être récoltés par cristallisoir, soit une productivité de 1,5 à 2 kg/m². Cela dépasse largement la production moyenne effectuée avec un processus traditionnel. Trois groupements de femmes sont maintenant reconnus officiellement pour la production du sel solaire et de nouveaux savoir-faire sont acquis, 135 tonnes de sel solaire sont produites, ce qui a permis d'éviter le défrichement d'environ 170 ha de forêt de mangrove et de séquestrer du carbone. Enfin, on a réalisé une économie de temps importante, ce qui permet aux exploitants de se consacrer à d'autres activités économiques.

Le porteur de l'initiative :

REGUIZOH (Réseau Guinéen des Zones Humides), Préfecture de Boffa.

L'ONG, créée en 2006, a pour mission, entre autres, d'assurer la gestion rationnelle des ressources naturelles, d'encourager une participation des communautés locales et des populations autochtones, d'identifier les sites prioritaires pour la restauration, d'appuyer et de diffuser les méthodes de conservation et d'utilisation rationnelle des ressources.

reguizohong@yahoo.fr

Les partenaires :

Commune Rurale de Douprou, Préfecture de Boffa ; Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ; Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Guinée).

Lauréat — Organisation de la Société Civile

MADAGASCAR — Valorisation de la forêt et du savoir-faire traditionnel

Depuis 1980, la forêt de Tapia, espèce endémique à Madagascar, subit des exploitations abusives pour la fabrication de charbon et de bois de chauffe ; le tiers de la forêt a disparu en dix ans. En outre, la filière soie sauvage s'est considérablement réduite, d'où des perturbations sur les plans économique, écologique et social. En 2001, le service des forêts a initié le transfert de la responsabilité de gestion de la forêt aux communautés locales. Depuis 2004, 19 communautés de base, réunies dans l'Union Maitso, gèrent cette forêt. Plusieurs activités ont été menées : des formations pour la mise en place de dispositifs anti-feu, de patrouilles forestières, de techniques de culture de Tapia, la multiplication et l'élevage du vers à soie sauvage, des échanges avec d'autres communautés locales, l'appui aux femmes pour la filature et le tissage de la soie. Actuellement, les ressources de la forêt ont augmenté. L'Union utilise des cages de multiplication du vers à soie sauvage, qui se nourrit de feuilles de Tapia, et les chenilles sont diffusées dans la forêt. L'Union maîtrise la gestion durable de la forêt de Tapia et diversifie les produits, de la fabrication de tissu à la teinture par des produits naturels, jusqu'à la vente. L'application des contrats sociaux communautaires (dina) et l'exécution d'un plan d'aménagement et de gestion du terroir ont conduit à la confection de pare-feux, l'enlèvement des espèces introduites, la production de jeunes plants et le reboisement, ce qui a permis de garder la forêt pratiquement intacte. Pendant les dix années de gestion par Union Maitso, on n'a noté aucun feu de brousse, ni feu de forêt. La quantité et la qualité des eaux se sont maintenues toute l'année. Le plaidoyer de la communauté sur la considération financière des ressources issues des produits forestiers a abouti à un arrêté régional, qui détaille la répartition des ristournes entre les collectivités décentralisées. La commune collabore avec les communautés de base pour la promotion du tourisme rural et de la filière soie sauvage au niveau national. La protection de la forêt de Tapia permet la séquestration de 22.400 tonnes de carbone par an. Le développement racinaire des pieds de Tapia a permis d'augmenter la capacité d'infiltration des eaux de pluie. Le tarissement des sources a été fortement réduit. Le développement de la filière soie et la diversification des cultures ont permis de réduire la période de soudure.

Le porteur de l'initiative :

Union Maitso (Union Verte), Commune Arivonimamo II, Région Itasy.

Depuis 2004, 19 communautés locales se sont réunies dans l'Union Maitso, ou Union Verte, qui comprend plus de 2000 membres à la base et qui a pour mission de gérer durablement une forêt de Tapia de 2240 ha. Union Maitso valorise aussi le savoir-faire traditionnel sur la soie sauvage de son terroir afin d'améliorer le bien-être de la population.

sata@saha-mg.org

Les partenaires :

ONG SAHA, ONG VAHATRA, ONG MIARITSOA.

Lauréat — Organisation de la Société Civile

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO — Production de briques écologiques

La province du Sud Kivu dispose de plusieurs réserves naturelles qui regorgent d'espèces animales rares de la planète, mais des hommes s'accaparent, de façon illégale, des richesses en détruisant l'environnement. Ainsi, les arbres des forêts sont coupés pour produire du charbon de bois et des bûches. En raison de la forte croissance démographique dans la ville de Bukavu et du développement de l'activité économique, la construction de maisons en dur croît à un rythme élevé. Les briques nécessaires aux constructions sont généralement cuites dans des fours alimentés en bois. Pour produire 1000 briques, les fabricants utilisent 5 stères de bois, ce qui équivaut à 20 arbres adultes. Aussi, les producteurs de briques contribuent-ils à la destruction de 10 ha de forêt chaque mois. C'est dans ce contexte que Vision Paysanne pour le Développement a initié un projet pour réduire la déforestation dans la province du Sud Kivu en produisant des briques écologiques, dont la fabrication ne demande pas de combustible. Le projet comprend plusieurs objectifs : protéger les arbres du Parc National et des réserves naturelles du Sud Kivu, réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer les conditions de vie de jeunes désœuvrés. Le projet consiste à produire des briques «écologiques». 600.000 briques sont produites chaque mois dans les villes de Bukavu et d'Uvira. Ce projet a reçu l'appui des autorités locales. Les briques écologiques, en ciment et argile rouge, sont plus résistantes que d'autres briques. Leur production est quotidienne, contrairement à celle des autres briques, dont la fabrication est mensuelle. Les briques écologiques ont seulement besoin de l'ombrage des arbres ou d'un hangar pendant 48 heures de formatage pour sécher. Pour produire 1000 briques écologiques (5 cm x 5 cm x 18 cm), il faut 10 brouettes d'argile rouge, 10 kg du ciment et 4 bidons de 20 litres d'eau. Plusieurs résultats ont été obtenus : forte diminution du nombre d'arbres coupés, baisse des émissions de gaz à effet de serre, création d'activités pour 200 jeunes, qui peuvent ainsi échapper au recrutement militaire par les milices de la Province du Sud Kivu. Et aussi, grâce au bénéfice généré, 300 enfants vulnérables, en raison des conflits armés, ont bénéficié d'un accompagnement scolaire.

Le porteur de l'initiative :

VIPADE, Villes de Bukavu et d'Uvira. Vision Paysanne pour le Développement (VIPADE) est une organisation paysanne qui intervient pour promouvoir l'entrepreneuriat rural et contribuer ainsi à consolider la paix dans les zones en conflit. Elle a organisé des tribunes d'expression populaire, du microcrédit social, un forum pour la paix, une adduction d'eau potable, le recyclage de déchets.

benjaminkamulete@gmail.com

Les partenaires :

Mairie de Bukavu, Bureau du Territoire d'Uvira.

Lauréat — Organisation de la Société Civile

TCHAD — Récupération et gestion durable des terres

Au Tchad, les femmes n'ont pas accès à la terre pour cultiver. Souvent, elles empruntent des parcelles à leurs maris ou frères ; elles sont au-dessous du seuil de la misère. Aussi, en 2011, un plaidoyer a été fait auprès des chefs de terre et chefs de village de certaines localités pour récupérer des parcelles dégradées et abandonnées par les hommes à condition qu'après la fertilisation de ces parcelles, nous les redistribuions aux femmes afin que les terres deviennent leur propriété définitive. Après la mise en valeur de ces parcelles, ont été signés avec les chefs de terre et chefs de village des actes d'attribution définitive de ces parcelles aux femmes. Ces parcelles appartiennent aujourd'hui définitivement aux femmes et des actes d'attribution ont été enregistrés à la Préfecture. Comme prévu, les terres ont été distribuées aux femmes ; 132 en ont bénéficié. Les femmes, avec l'aide de l'association et celle du Groupement GEGAV, ont été formées par des spécialistes en maraîchage et agroforesterie. Des arbres ont été plantés pour fixer l'azote la terre. A l'intérieur des parcelles, puis entre les plants d'acacias, des petites parcelles ont été aménagées pour la culture maraichère et des surfaces plus grandes pour celles du maïs et du mil. Les chefs de terre, les jeunes et les femmes ont été sensibilisés à la gestion durable des terres et à l'adaptation aux changements climatiques. En trois mois est apparue une prise de conscience à tous les niveaux et les chefs de terre des différents villages ont interdit la coupe du bois, sauf pour des travaux communautaires. Des résultats très satisfaisants ont été obtenus dès la deuxième année du projet. La production des femmes a triplé, ce qui leur a permis d'envoyer leurs filles à l'école et dispenser des soins à la famille. Dorénavant, les femmes participent à certaines réunions et prennent des décisions dans certains villages. La gestion des ressources naturelles devient durable ; dans certains villages, la population a interdit la coupe du bois et organise des journées de plantation d'arbres. Les conditions de vie de la population se sont améliorées car l'environnement est plus sain. Enfin, certains jeunes reviennent dans les villages.

Les communautés sont maintenant mieux armées pour faire face à des conséquences néfastes des changements climatiques.

Le porteur de l'initiative :

Association Tchadienne des Volontaires pour la Protection de l'Environnement (ATVPE), Boutelfil et Hazaz-Al-Biar. L'association accompagne les populations pour faciliter l'accès à la terre, la récupération des sols dégradés et le développement durable.

atvpe_ong@yahoo.fr

Les partenaires :

Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Nominé — Organisation de la Société Civile

BURKINA FASO — Energie au service de la communauté

La fabrication du charbon de bois est responsable à 90% de la déforestation au Burkina Faso et elle engendre des problèmes de santé. EnerCo fabrique des briquettes de biomasse non carbonisées. Elles sont utilisées dans les cuisines domestiques, dans les restaurants et dans les cantines des écoles. Sont fabriquées également des briquettes carbonisées ou «charbon vert», réalisées à partir de la poudre de charbon végétal. Grâce à un nouveau concept de four à pyrolyse, nous obtenons du charbon végétal, matière utilisée pour les briquettes. Plus de 100.000 briquettes ont été produites pour 50 familles de Ouagadougou et des environs. Plus de 100 fourneaux à briquettes ont été placés dans ces familles. Des séances publiques ont été organisées de sensibilisation. Le projet est maintenant d'installer une unité de production automatisée et de mettre en place un centre de formation. Le but est que les bénéficiaires aient la maîtrise directe des activités de valorisation des déchets. De nombreux partenaires ont été mobilisés, l'attractivité économique des localités et la participation des populations ont été renforcées, les émissions de CO2 ont été réduites et la forêt préservée.

Le porteur de l'initiative : SOS Energie Burkina (SOSEB), Ouagadougou. SOS Énergie Burkina vise la protection de l'environnement par la promotion des énergies renouvelables (biomasse, solaire…). sosenergie.burkina@gmail.com

Les partenaires : Des consultants américains en bioénergie, APID-Burkina, AJSD-Nong Taaba, Belwet Industrie, Entrepreneur du Monde, GIZ, organisations villageoises.

CAMEROUN — Production de charbon bio à base de déchets

Les impacts du réchauffement climatique se font de plus en plus sentir dans les régions septentrionales du Cameroun. L'une des causes en est la déforestation poussée. L'initiative vise à produire et à vulgariser du charbon à base de déchets issus de l'agriculture et de la sciure de bois, afin de satisfaire les besoins en énergie des ménages. Les principales activités menées sont la conscientisation des populations à ce concept d'approvisionnement en bio-charbon, la mise en place d'unités industrielles de production, l'acquisition par les femmes des techniques de production du bio-charbon, la mise en place d'une coopérative de femmes en charge de la production et de la commercialisation du bio-charbon. On constate une baisse de la consommation de bois et de charbon ordinaire, une lutte contre la déforestation, la réduction des émissions de CO2. ainsi que, la sensibilisation des populations locales à une autre source d'approvisionnement en énergie domestique, dont l'approvisionnement nécessite moins d'efforts, la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes, grâce à la commercialisation du bio charbon.

Le porteur de l'initiative : Horizon Info, Garoua. Les activités de l'association sont en rapport avec l'atténuation et l'adaptation au changement climatique : promotion de l'utilisation du charbon bio, vulgarisation des foyers améliorés, promotion d'équipements qui utilisent l'énergie solaire, reboisement, éducation environnementale.

horizoninfocam@yahoo.fr

Les partenaires : Community Development and Management for the Satoyama Initiative (COMDEKS), piloté par le GEF/Small Grants Programme, Lutheran World Federation (LWF) soutenu par le Haut-commissariat des Réfugiés, Ambassade de France.

Nominé — Organisation de la Société Civile

CÔTE D'IVOIRE — Pédagogie et sensibilisation sur les changements climatiques

La Bulle de Moléo mène des activités qui concourent à un éveil des consciences sur les questions d'environnement et des changements climatiques. Il s'agit de former les formateurs sur les questions climatiques, éduquer les enfants (organisés en clubs verts) à ces notions, inciter le public à pratiquer des activités en vue de juguler ces fléaux. Dans ce but, trois livres ont été écrits pour les enfants : dans la série Pokou, la Princesse aux larmes magiques : «la forêt en danger», «les animaux en danger» et «L'ozone en danger».. L'ONG souhaite adapter ces livres pour la télévision en vue de produire des animations pour les enfants. De plus, elle organise des caravanes de sensibilisation destinées au grand public : sketchs, poésies, chants ; des conférences y sont données. En 2015, une tournée de sensibilisation sur la protection de la biodiversité végétale a été organisée. Ces activités ont permis une meilleure connaissance des thématiques liées au développement durable, la sensibilisation du public, enseignants et élèves.

Le porteur de l'initiative : La Bulle de Moléo, Abidjan. Les membres de l'ONG se sont donné plusieurs missions : une mission d'information, de formation et d'éducation ; une mission de sensibilisation et de prévention ; et une mission de protection, de conservation et d'amélioration. Le crédo de l'ONG est «S'instruire pour exister», et le slogan «Vivons écolos, vivons longtemps ! »
labulledemoleo@yahoo.fr

Les partenaires : Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Ministère de la Culture et de la Francophonie, Ministère des eaux et Forêts, Ambassade de France.

MAROC — Lutte contre l'érosion et résilience climatique

Le projet concerne 5100 habitants du bassin versant de l'Assif Melloul, au sud-est du Maroc. Les habitants vivent de l'agriculture vivrière et du pâturage. Ces moyens sont menacés par les changements climatiques (pluies et inondations de plus en plus fréquentes, intenses et violentes, orages…). A cela s'ajoutent la déforestation, des pratiques agricoles inadaptées, une collecte excessive du bois. Ont été mis en place des seuils en gabions et des murettes en pierres sèches pour fixer les sols, protéger les terres agricoles et réduire les effets des inondations. Des ravines et versants ont été végétalisés à l'aide de plantes autochtones résilientes. Les sources de revenus ont été diversifiées grâce à de nouvelles activités économiques. Des programmes de formation aux techniques de fixation des sols ont été organisés au profit d'agropasteurs et des actions de sensibilisation ont été proposées. Un guide de lutte contre l'érosion a été élaboré. Les conséquences néfastes des inondations ont diminué ; les sols se sont fixés et les pertes agricoles ont été réduites. L'eau s'infiltre mieux en profondeur. Le couvert végétal est reconstitué et les revenus des familles se sont accrus.

Le porteur de l'initiative : Association Akhiam, Région d'Imilchil, Haut Atlas Oriental. L'association Akhiam a été créée en 2000 pour contribuer à la préservation de l'environnement et à l'amélioration des conditions de vie à l'échelle du bassin versant de l'Assif Melloul, zone très vulnérable aux aléas climatiques. L'association a déjà engagé de nombreuses initiatives en matière de réduction de la vulnérabilité vis-à-vis de l'érosion hydrique et des inondations.
akhiam2000@gmail.com

Les partenaires : Hydraulique Sans Frontière, CCFD, SCAC de l'Ambassade de France, Agence du Bassin Hydraulique d'Oum Rbiaa, INDH, ORMVA-TF), Délégation de l'agriculture, Universités, PMF FEM / PNUD, ONU Femmes, ANDZOA.

Nominé — Organisation de la Société Civile

MAROC — Moissonner le brouillard

Dar Si Hmad gère un projet de collecte de «brouillard» dans une région aride, où la ressource en eau est rare. Les femmes devaient consacrer beaucoup de temps à la corvée d'eau. Et lors de la saison sèche, le prix de l'eau était élevé. A certaines périodes, le manque d'eau obligeait les éleveurs à vendre leur cheptel, et de nombreux ménages émigraient en ville. L'objectif du projet est d'utiliser le brouillard comme source d'approvisionnement en eau potable. Grâce à des filets capteurs de brouillard placés en altitude, Dar Si Hmad capte, de l'eau potable et approvisionne 5 villages, soit 400 personnes. Les filles restent plus longtemps à l'école, d'anciens émigrés reviennent, des femmes deviennent plus autonomes. Le «brouillard» a permis aux ménages de faire face aux périodes de sécheresse. Dar Si Hmad et ses partenaires allemands ont mis au point une nouvelle génération de filets capteurs de brouillard. La corvée d'eau a été supprimée, la qualité de l'eau est conforme aux normes de l'OMS, les filles poursuivent leurs études plus longtemps, l'hygiène et la santé sont améliorées, le cheptel est préservé, les immigrés reviennent. La sécheresse est combattue, sans puiser dans la nappe phréatique et sans consommer de combustibles fossiles.

Le porteur de l'initiative : Dar Si Hmad pour le Développement, l'Education et la Culture, Commune Rurale Tnine Amellou, région de Guelmim. L'association conduit cinq projets : le projet «Brouillard», le soutien scolaire pour les jeunes filles rurales, «L'école de l'eau», cursus écologique pour des écoliers, l'école ethnographique pour des étudiants étrangers, Rise &Thrive pour les étudiants et les apprentis de centres de formation. dar@darsihmad.org www.darsihmad.org

Les partenaires : Commune Rurale Tnine Amellou, Université de Tenerife, Technical University of Munich, Promotion Nationale, Derham Holding.

SÉNÉGAL — Promotion de l'entreprenariat social

Les groupes vulnérables sont traditionnellement considérés comme des bénéficiaires de l'assistance apportée dans le cadre de projets. Il était donc souhaitable de les transformer en moteurs du changement social à travers un entrepreneuriat inclusif, qui tire avantage des opportunités offertes par des secteurs porteurs au niveau local ; il en est ainsi du secteur des énergies renouvelables. L'initiative promeut un entrepreneuriat social fondé sur la transformation des groupes vulnérables en entrepreneurs sociaux. Ont été mis au point et diffusé des fours solaires pour la cuisson des aliments et des lampadaires solaires pour l'éclairage public. Aujourd'hui, des kits solaires pour l'électricité domestique et des pompes solaires pour le pompage de l'eau sont développés. Les activités touchent 26 localités de 10 régions. 30 ateliers de formation et de renforcements de capacités ont été organisés, 260 artisans ont été formés à la construction des cuisinières solaires, 3223 femmes ont été formées à l'utilisation des cuisinières. Il existe maintenant un réseau d'artisans capables de construire des équipements, la pression sur les ressources en bois est réduite, et les émissions de GES ont diminué.

Le porteur de l'initiative : PALETTE, Meckhé. PALETTE vise à préserver le patrimoine culturel et traditionnel aux moyens de nouvelles technologies émergentes. PALETTE met à la disposition des enseignants des outils pédagogiques (albums, recueils de texte…) pour expliquer aux plus jeunes les fondements de la science et de la technologie.
projetpalette@gmail.com www.gensenegal.org/palette

Les partenaires : PMF/FEM.

Nominé — Organisation de la Société Civile

SÉNÉGAL — Restauration de la mangrove et du palmier rônier

La région connaît un fort taux de déforestation et la zone est devenue très pauvre, impactant ainsi la survie des populations. Le projet de replantation de la mangrove et des rôniers vise à restaurer l'équilibre environnemental : la mangrove est un des éléments qui absorbe le plus de carbone ; elle contribue à la lutte contre l'érosion en fixant le sol. L'éducation à l'environnement s'effectue à travers une sensibilisation sur l'importance écologique de la mangrove et du rônier, de la régénération naturelle assistée. Des comités de forêt sont créés, les fourneaux avec foyer amélioré sont promus. Le projet s'appuie sur les groupements de femmes, deux associations de jeunes éclaireurs, les organisations de producteurs, les comités locaux de pêche, le comité de surveillance et de gestion de la biosphère de la rôneraie de Samba, les agents et techniciens des eaux et forêt et autres partenaires. 50 enseignants ont été formés aux notions de base des écosystèmes de mangroves, 2000 élèves ont été sensibilisés, 36 personnes formées à la construction des foyers améliorés. Des foyers améliorés ont été construits dans quatre villages de la commune. 5000 noix de rôniers ont été semées etc.

Le porteur de l'initiative : Coordination des Actions pour la Restauration des Écosystèmes Mangroves (CAREM), Fimela, région de Fatick. La CAREM est une fédération associative à vocation environnementale qui mène diverses activités : restauration participative des écosystèmes marins et terrestres, transformation des productions agricoles, végétales et halieutiques, alphabétisation, micro-finance, éducation environnementale, entreprenariat rural. caremangr@yahoo.fr

Les partenaires : Collectivité locale, agent des eaux et forêt, Horizon 3000, Enda Graf.

TOGO — Le microcrédit pour le microclimat

Les efforts entrepris par l'ONG A.V.E.S. ont permis de réduire la paupérisation, de réduire l'envahissement des aires protégées et d'amorcer un dialogue sur la gestion durable et la biodiversité. Le projet cible les populations rurales des préfectures et celles des communes d'Agou et de Kpalimé : agriculteurs, jeunes sans emploi, propriétaires terriens, villages disposant de terres et d'espaces communautaires. Des pépinières d'arbres sont accessibles aux agriculteurs et aux riverains ; ceux-ci viennent chercher des plants et présentent un plan de reboisement et un plan d'affaires d'une activité agricole. L'AVES étudie ces plans, puis affecte des bénévoles de l'ONG dans la zone d'intervention du projet d'agroforesterie. Les bénéficiaires sont choisis selon des critères sociaux. Des réunions sont organisées sur la gestion des crédits et l'entretien des pépinières, des groupes assistent aux démonstrations des techniques d'agroforesterie, puis des crédits sont alloués aux groupements de producteurs de plants forestiers des pépinières communautaires. 240 agriculteurs ont bénéficié des fonds de microcrédit, quatre pépinières ont été créées, un espace est érigé en forêt communautaire, les agriculteurs ont reçu des fonds pour la restauration forestière et la promotion agricole. Le microcrédit a permis d'installer les jeunes chômeurs en agroforesterie.

Le porteur de l'initiative : A.V.E.S. (Association des Volontaires pour l'Environnement Sain), Kpalimé. L'AVES conduit un projet de lutte contre la destruction de la biodiversité et la restauration forestière, qui consiste à implanter des forêts communautaires afin de préserver le microclimat. Et aussi un projet de vulgarisation agro-environnementale, qui consiste à former les agriculteurs sur les enjeux des pratiques agricoles adaptées au climat en vue de l'amélioration des rendements et la résilience.
avestogo@hotmail.com www.aves-togo.org

Les partenaires : Préfectures de Kloto, Danyi et Agou, Commune de Kpalimé, ASDE (Action Solidaire pour le Développement et l'Environnement), NatureOffice GmbH, GFGZ.

Lauréat — Entrepreneur Vert - Femme

MAROC — L'agroécologie pour renforcer la résilience agricole

Le Prérif est une zone de montagne fragile, qui subit déjà les effets du changement climatique. De plus en plus souvent, les pluies sont battantes et de courte durée, avec de longues périodes de chaleur excessive. Les cycles des plantes sont perturbés et cela met en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire. Ces dernières années, cette région, principalement agricole, a connu une forte dégradation de l'environnement : forte érosion et appauvrissement des sols, déforestation, détérioration de la biodiversité, stress hydrique des plantations. A cela s'ajoutent la perte des semences traditionnelles, l'augmentation de l'utilisation d'engrais chimiques, la perte des savoir-faire agricoles, culinaires, artisanaux, etc. Il s'est ensuivi notamment un exode des jeunes. La priorité a été de former des agriculteurs(rices) à l'agroécologie afin qu'ils (elles) mettent en œuvre des techniques alternatives. Plusieurs objectifs étaient visés : atténuation et réduction des émissions de gaz à effet de serre, séquestration de ces gaz par les plantations, maintien de la sécurité alimentaire et atteinte de la souveraineté alimentaire en augmentant la résilience agricole face aux changements climatiques. Les formations en agroécologie dispensées à des groupements de femmes, d'agriculteurs, d'apiculteurs et de pépiniéristes ont permis de mettre en œuvre plusieurs types de projets : plantation de plusieurs variétés d'arbres et plantes aromatiques et médicinales, adaptées au changement climatique, multiplication de l'Origanum Compactum, plante endémique de la région qui est en train de disparaître, plantation de haies vives pour les abeilles et les petits animaux dans les jardins potagers, préservation et valorisation des semences agricoles locales, notamment le petit épeautre, qui est maintenant cultivé par des femmes semencières. Une « maison des semences » a vu le jour grâce au projet « femmes semencières » : les femmes viennent s'y approvisionner en semences, en échanger et en stocker. La mise en pratique des techniques d'agroécologie a permis de ralentir l'érosion. On constate que les essences forestières traditionnelles de la région (myrte, lentisque, caroubier, jujubier…) sont maintenant sauvegardées. L'initiative a également incité les femmes et les jeunes à se réapproprier leurs exploitations, leur permettant de développer des activités génératrices de revenus et de contribuer au développement local de leur village.

Le porteur de l'initiative :

AZENNOUD Souhad, Kissane, Province de Taounate.

Animatrice et formatrice en agro-écologie et apicultrice, Souhad AZENNOUD exploite une ferme familiale en polyculture-élevage et a aussi des activités en agro-éco-tourisme. Elle est membre fondatrice de la coopérative agricole Ariaf Kissane, qui produit de l'huile d'olive, certifiée bio depuis 2013.

sazennoud@gmail.com

Les partenaires :

Terre et Humanisme, ONU FEMMES, Coopérative Ariaf Kissane, Coopérative Bni Ouriaguel.

Lauréat — Entrepreneur Vert - Femme

SENEGAL — Renforcement des capacités des femmes transformatrices

Cayar est situé sur la Grande Côte Nord du littoral sénégalais. C'est le troisième port de pêche du pays en termes de volume de débarquements annuels. L'essentiel de l'activité économique de la localité tourne autour de la pêche et ses activités connexes : mareyage et transformation artisanale du poisson. Celle-ci est pratiquée essentiellement par les femmes, qui en tirent des revenus qui leur permettent d'améliorer leurs conditions d'existence. Cependant, la transformation artisanale est exercée par les femmes dans un contexte de crise aiguë de la pêche, qui se traduit par une raréfaction des ressources. A cela s'ajoutent les impacts des changements climatiques, qui provoquent une accélération de la dégradation des écosystèmes marins et côtiers. Les impacts induisent une précarité socio-économique qui creuse de plus en plus l'écart entre hommes et femmes et détériorent les conditions de vie. Ils sont accentués par l'insalubrité du site de transformation, le manque d'hygiène et de qualité des produits transformés, la pollution par la fumée provenant du braisage des produits à terre, l'absence d'équipements adéquats de transformation, etc. Les femmes sont les principales bénéficiaires du projet USAID/COMFISH, basé au Sénégal, en partenariat avec APTE, qui a mis en œuvre des activités qui s'inscrivent dans le cadre de l'«Amélioration des techniques de traitement et de conservation des produits halieutiques à Cayar». Elles contribuent au développement de la transformation artisanale du poisson.

Les différentes activités menées sont la redynamisation du comité de salubrité, l'élaboration participative et l'application d'un code de bonne conduite, la mise en place d'une unité moderne de transformation artisanale du poisson, la mise en place de fours modernes pour le braisage, celle de lampes solaires pour l'éclairage public du site de transformation, l'information, la sensibilisation et la communication sur les changements climatiques à travers des cours d'alphabétisation fonctionnelle; (langue locale). L'insalubrité du site de transformation est réduite ; une unité moderne de transformation est mise en place les enjeux de la transformation artisanale face aux changements climatiques sont connus des femmes ; les notions de changements climatiques sont maîtrisées par les femmes à travers l'alphabétisation fonctionnelle. Un manuel en langue locale sur les changements climatiques est disponible.

Le porteur de l'initiative :

GIE Mantoulaye GUENE Cayar. Le GIE Mantoulaye GUENE regroupe principalement des femmes qui s'adonnent à la transformation artisanale du poisson. Elles utilisent différentes techniques pour transformer le poisson : fermentation, braisage, fumage, salage, séchage. Cette activité est pratiquée par 60% de la population féminine active de la localité. Les femmes absorbent près de 40% des débarquements de poissons et génèrent des revenus importants, de l'ordre de 400 millions de FCFA par an.

giemantoulayecayar@gmail.com

Les partenaires :

APTE (Assainissement, Pêche, Tourisme, Environnement), USAID/COMFISH.

Nominé — Entrepreneur Vert - Femme

ALGÉRIE — Logement pilote en terre crue

L'Algérie a lancé un vaste programme de logements sans se préoccuper de l'efficacité énergétique. Elle enregistre une consommation d'électricité très élevée, occasionnée par l'utilisation accrue des climatiseurs. A la demande de l'ONAT (Office National Algérien du Tourisme), ECOLABINA a décidé de réaliser un prototype : une maison pilote type F4 à Timimoune, au sud de l'Algérie.
Le prototype est réalisé en béton de terre stabilisée. Il s'agit d'un mélange de terre, stabilisant (ciment ou chaux) et eau, comprimé dans une presse automatique. Son utilisation résout plusieurs défis environnementaux. Ce type de construction présente plusieurs avantages : il y a très peu de conséquences nocives sur l'environnement lors de la fabrication, la terre est disponible partout, les chantiers ne génèrent aucun déchet, la résistance du matériau est grande. La régulation thermique est optimale dans la maison. Enfin les coûts de construction sont faibles. Le projet a permis la création d'emplois. La culture est préservée : en utilisant le matériau terre, l'individu reste fidèle à toutes les valeurs culturelles véhiculées par la terre de son milieu.

Le porteur de l'initiative : BOUAMAMA Fouzia, Oran. Fouzia BOUAMAMA travaille au sein d'une équipe d'ingénieurs et d'architectes qui ont acquis ensemble de l'expérience au sein de leurs bureaux d'études et centres de recherches en matière de réalisation de bâtiments écologiques et à efficacité énergétique. Le groupe promeut la construction de bâtiments en terre crue, spécialement en béton de terre stabilisée. cea.oran@gmail.com

Les partenaires : ONAT (Office National Algérien du Tourisme).

MAROC — Biodôme

Les agriculteurs supportent les coûts élevés de l'électricité et du gasoil, énergie pourtant nécessaire à l'irrigation. Ces dernières années, ils ont eu recours aux bonbonnes de gaz butane. Une technologie pour la production de biogaz et des accélérateurs biologiques ont été développés. En plus du biogaz, l'installation génère un fertilisant biologique produit par la décomposition de la matière organique en éléments nutritifs assimilables par le sol. Actuellement, un travail est mené en collaboration avec des partenaires pour un projet «Biodôme collectif», qui permettra à des petits agriculteurs de bénéficier d'une installation et d'un accompagnement pour l'utilisation de la technologie de production de biogaz. Cela permettra de générer des revenus par la commercialisation du compost produit. De plus, une unité de biogaz fonctionnelle a été mise au point. Elle permet la production de biogaz dans le monde rural, la réduction des émissions de GES. Cela permet de contribuer à l'indépendance énergétique des exploitations agricoles, de générer des revenus pour les petits agriculteurs et de participer au traitement des déchets de l'exploitation.

Le porteur de l'initiative : BERAICH Fatima Zahra, Khouribga. Fatima Zahra BERAICH apporte une solution innovante qui assure aux agriculteurs une indépendance énergétique grâce à l'implantation d'une installation de méthanisation des déchets de leur ferme. Biodôme du Maroc est la première entreprise marocaine spécialisée dans la méthanisation des déchets organiques. biodomemaroc@gmail.com

Les partenaires : Université Hassan I de Settat, Incubateur Technologique MaroBtikar, Cluster Solaire Masen, Green Business Incubator, SwitchMed, SCP/RAC.

Nominé — Entrepreneur Vert - Femme

MAROC — Solar-E-Cycles Empowering People

Le Solar E-Cycle est un véhicule solaire d'une autonomie de 40 à 50 km/jour pour le transport de personnes et de petites charges, capable de fournir également de l'électricité. Le véhicule comprend une génératrice d'électricité et des batteries de stockage pour satisfaire les besoins des communautés rurales qui se trouvent hors réseau électrique. 70 voitures sont en assemblage au Kenya ; 20 véhicules seront acheminés au Maroc. Le produit est fabriqué à l'aide de composants facilement disponibles, ce qui permet d'en réduire le coût. A moyen terme, le projet vise la mise en place d'une unité de production de véhicules électriques légers (vélos, motos, triporteurs, tricycles et voitures solaires), en collaboration avec l'Université de Settat. Une étude est réalisée pour le remplacement des motos à essence par des motos électriques et une voiture citadine est développée. Quatre prototypes fonctionnels ont été mis au point, une petite structure spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de véhicules solaires électriques légers pour le marché de l'exportation a été créée.

Le porteur de l'initiative : MOUAKIT Meryem, Rabat. Expert-comptable, Meryem MOUAKI est co-fondatrice de Steinrich Cycles, entreprise marocaine créée en 2014, qui produit des véhicules solaires légers à destination des populations africaines vulnérables. solarelectriccycles@gmail.com www.solar-electric-cycles@gmail.com

Les partenaires : Cycles Stenrich, Laboratoire des Énergies Renouvelables/FST/Université Hassan 1er, Mareva Beswag, Cluster Électronique Mécatronique et Mécanique du Maroc CE3M, Ofgen Ltd Seck, entreprise kenyane, Fédération Marocaine des Villes et Villages Verts.

TUNISIE — Acacias for all Tunisie

Bir Salah, village de 5000 habitants, est situé dans le gouvernorat de Sfax. En 2012, on constate que le désert avance et que la pauvreté s'accroît. Sarah Toumi propose de lancer «Acacias for all», un programme sur trois ans. Un modèle collectif est construit, qui s'appuie sur les savoirs traditionnels et sur les technologies modernes. Des formations ont été organisées sur les techniques de restauration des sols, l'agriculture biologique et l'irrigation raisonnée. 50.000 arbres d'espèces adaptées aux conditions climatiques (acacia, moringa etc.) ont été plantés. Douze femmes ont été accompagnées pour créer une exploitation «Acacias for all» et une pépinière. Des revenus dignes ont été garantis à ceux qui s'engageaient en faveur de projets d'adaptation (production d'huile d'olive, de gomme arabique, de feuilles de moringa, d'amandes, de miel...). 18 jeunes au chômage ont été formés pour devenir entrepreneurs verts et sociaux. Un espace accueille des groupes et encourage les initiatives, offre aux femmes un espace de formation à des métiers artisanaux. Les 270 agriculteurs engagés dans le processus sont maintenant convaincus de la nécessité de s'adapter au changement climatique.

Le porteur de l'initiative : TOUMI Sarah, Bir Salah. Sarah TOUMI est entrepreneuse sociale, activiste pour le climat et directrice générale de «Acacias for all». Franco-tunisienne, elle mène, depuis 2012, un combat contre l'avancée du désert aux côtés des agriculteurs(trices) de Tunisie pour faciliter l'adaptation au changement climatique.
sarah.toumi@gmail.com www.acaciasforall.org

Les partenaires : Fondation Orange, Fondation du Roi Baudouin, Women's Worldwide Web, Echoing Green Ashoka, Centre Tunisien pour l'Entrepreneuriat Social.

Lauréat — Entrepreneur Vert - Jeune

CAMEROUN — Production de charbon vert

240.000 tonnes de charbon de bois sont produites chaque année au Cameroun; elles couvrent les besoins de 80% de la population, estimée à 25 millions d'habitants. Le phénomène de déforestation s'accentue de 3% par an. Les fumées issues de la consommation du bois et du charbon de bois sont à l'origine de nombreux décès. De plus, la déforestation entraîne des inondations dans la région septentrionale, d'où des pertes de cultures, facteur de famine. D'un autre côté, les populations, surtout des zones rurales, n'ont pas facilement accès à une énergie pour la cuisson de leurs aliments.

L'objectif est de fournir une solution alternative au charbon de bois et au bois, à moindre coût, pour les populations les plus défavorisées et plus soucieuses de l'environnement. Il s'agit de collecter tous les déchets organiques ménagers, de les transformer en charbon vert, de vendre le CO2 stocké par la production de ce charbon sur le marché international du carbone, et de créer des emplois «verts».

Les principaux bénéficiaires sont les populations des villages et des zones reculées du pays.

La production comporte la collecte, le transport, le calibrage, le séchage de la matière première, puis la transformation en charbon vert et la vente sur le marché local. Enfin, la quantité de carbone stockée par cette production est évaluée.

288 tonnes de déchets organiques ménagers sont collectés dans la ville de Douala chaque année, 24 tonnes de charbon vert sont produites, 3330 tonnes de carbone sont stockées, 360 étudiants sont formés aux techniques de collecte des déchets organiques ménagers biodégradables, 4 groupes d'intérêt spéciaux et comités de résidents sont formés aux techniques de production du charbon écologique, 5 jeunes sont employés dans l'entreprise à temps plein.

Le porteur de l'initiative :

NANDOU TENKEU Muller, Douala.

Muller NANDOU TENKEU est étudiant chercheur en énergies renouvelables ; il travaille sur la transformation des déchets organiques ménagers en charbon vert. Il a créé Kemit Ecology, entreprise spécialisée dans la production de ce charbon.

muller.nandoutenkeu@yahoo.ca www.kemitecology.com

Les partenaires :

Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation du Cameroun, Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Le Land of African Business, la COP 21, l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, SOGEA SATOM, l'Ecole Doctorale de Douala, la Living Earth Foundation, la Fondation Camerounaise de la Terre Vivante.

Lauréat — Entrepreneur Vert - Jeune

TOGO — Lumière au village

Dans les villages enclavés du Togo, l'accès à l'électricité est un véritable problème. Les villageois s'adonnent à l'abattage des arbres pour la fabrication de charbon de bois, ce qui leur permet d'acheter du pétrole pour les lampes, des piles pour les torches ou pour les postes de radio. Agbétim, un petit village situé au sud-ouest de la région maritime, ne fait pas exception. Aussi, EP-Group Energy for People a-t-il décidé d'équiper le village en électricité solaire. Les bénéficiaires du projet sont les habitants du village, principalement les femmes, les jeunes et surtout les écoliers, qui pourront ainsi apprendre leurs leçons plus aisément. La première opération a consisté à introduire l'utilisation des énergies vertes par l'implantation d'une première centrale, pour alimenter l'école primaire du village. Les parents, les enfants et les chargés de l'équipement sont sensibilisés aux moyens pour économiser l'énergie, aux changements climatiques, aux actes éco-responsables et à la responsabilité citoyenne. EP-Group Energy for People dispose d'un technicien en énergie solaire, d'un informaticien géographe, d'un physicien et d'une chargée de communication. L'activité comporte deux volets : rencontres et consultations de la population d'Agbétim et implantation du système autonome de production de l'électricité et sa gestion numérique. Ayant constaté la réticence de plusieurs villageois à l'usage du solaire pour des raisons de maintenance, un prototype de gestion numérique (EZOSMART) a été développé en collaboration avec EP-Group Energy for People. Il permet de gérer les pannes, coupures et autres dommages du système de production solaire. Les effets escomptés sont une prise de conscience des populations et une hausse du taux de scolarisation et de réussite des enfants ; l'adoption et l'utilisation des énergies vertes par l'ensemble de la population du village d'Agbétim ; et la réduction de moitié de l'exode rural. Actuellement, un projet sur la production de Moringa, plante vivrière et médicinale rétentrice de CO^2, ainsi qu'un projet de biodigesteurs communautaires, sont en préparation. De plus, l'initiative a permis d'implanter une centrale de production d'énergie solaire, de concevoir un prototype de module de gestion numérique proactive pour les panneaux photovoltaïques, de former à la construction de foyers à faible consommation de bois ou de charbon de bois, et de mener une campagne de production de Moringa par les villageois. Il est envisagé de répliquer le projet dans d'autres villages.

Le porteur de l'initiative : DOLAGBENOU Kossi, Lomé.
Kossi DOLAGBENOU est le principal initiateur et actuel directeur de EP-Group Energy for People (créé en septembre 2014) et également membre de la plateforme d'innovation sociale Minodoo. Les nuits passées à essayer d'apprendre ses leçons à la lumière de faibles lampions, puis l'obtention d'une licence en géographie, lui ont donné l'idée d'apporter des solutions énergétiques durables aux communautés rurales.

peoplefornewenergy@gmail.com www.linkedin.com/in/kossi-dolagbenou-269508b5

Les partenaires :
Organisation Internationale de la Francophonie, Département d'État des États Unis d'Amérique.

Nominé — Entrepreneur Vert - Jeune

BÉNIN — Briquettes de charbon de bois et systèmes solaires

Au Bénin, le charbon de bois est une source de pollution ; il constitue la principale cause de déforestation. De plus, environ 95% des populations rurales vivent sans électricité. Aussi l'initiative consiste à proposer une énergie propre à tous les consommateurs et à fournir de façon durable, grâce aux panneaux solaires photovoltaïques, de l'électricité aux populations rurales. La méthode consiste à produire des briquettes de charbon à partir des déchets organiques tels que les coquilles de noix de coco et la sciure de bois. Des séances de sensibilisation et de distribution gratuite d'échantillons de briquettes pour un test sont organisées. L'autre volet de l'initiative consiste en la distribution de kits solaires dans les localités rurales sans électricité. Il s'agit d'un modèle prépayé : le client s'affranchit d'un montant minimal et entre en possession du kit. Il effectue ensuite de petits versements puis il devient propriétaire du système. Une équipe de six jeunes travaille à la production et à la commercialisation des briquettes.
Cinq tonnes de briquettes ont été produites sous forme d'échantillons. Les cinq agents collecteurs ont vu leurs revenus augmenter. La prochaine phase est l'acquisition d'équipements pour augmenter la production.

Le porteur de l'initiative : AZONHOUMON Enoc Roméo, Cotonou. Enoc Roméo AZONHOUMON est le fondateur et le dirigeant de la startup Almighty Services créée en avril 2015. Celle-ci fabrique des briquettes de charbon vert, propose des systèmes solaires domestiques prépayés aux populations qui ne disposent pas de l'électricité.

romoazonhoumon@yahoo.fr

BURKINA FASO — Electricité pour tous

L'énergie du soleil est une ressource importante en Afrique. L'électricité la moins polluante est celle qui n'est pas utilisée, aussi le travail d'électrification est-il associé à un programme de sensibilisation pour une utilisation efficiente de l'électricité. En collaboration avec l'entreprise Energie Solaire, Energie et Technologie, un système photovoltaïque à usage domestique a été installé pour satisfaire les besoins de la population de Koudougou. Le suivi et la maintenance du système photovoltaïque sont assurés. Dans une localité rurale, un système de pompage solaire a été installé ; ce qui a contribué à améliorer les conditions de vie de la population (eau potable, irrigation…). Dans le village de Makuy, l'électricité sera produite par une mini-centrale solaire ; elle sera destinée à l'éclairage, la réfrigération, aux écoles et centres d'alphabétisation, aux ménages, commerces et centres de santé. L'utilisation de la ressource solaire pour la production d'électricité à la place d'une centrale thermique permet de préserver les ressources fossiles et de réduire considérablement l'impact carbone.

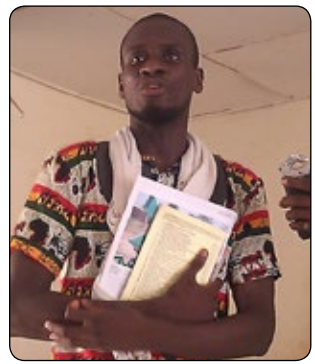
Le porteur de l'initiative : BONKOUNGOU Dominique, Ouagadougou. Le domaine de compétence de Dominique BONKOUNGOU est le développement de technologies énergétiques à faible intensité de carbone et particulièrement la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables.

dominique.bonkoungou@voltatic.com

Les partenaires : Université Pierre et Marie-Curie en France, Fédération Nationale des Coopératives d'électricité, Complexe Électricité et Bâtiment.

Nominé — Entrepreneur Vert - Jeune

COTE D'IVOIRE — La Grainothèque



La Grainothèque est la première bibliothèque de semences anciennes et paysannes en péril pour la préservation de la biodiversité en Côte d'Ivoire. Elle met à disposition de ses usagers des semences traditionnelles pour réduire l'utilisation des OGM. Elle est dédiée aux agriculteurs locaux. un centre de documentation fournit aux jeunes entrepreneurs agricoles des outils pour accroître durablement leur production. Les variétés de semences sont adaptées aux changements climatiques ; elles ne nécessitent ni engrais chimique, ni pesticides. La Grainothèque facilite le bon stockage des récoltes et la vente des produits agricoles à un bon prix en connectant les paysans aux marchés nationaux et internationaux grâce à sa plateforme web. Enfin, elle aide les paysans en les informant sur la météo régionale et locale. Le taux d'utilisation des OGM a été réduit. Des messages d'alerte permettent aux paysans de s'informer sur la pluviométrie et d'éviter des pertes dues à la sécheresse. 10 organisations de femmes paysannes et 10 organisations de jeunes paysans ont retrouvé une autonomie sociale.

Le porteur de l'initiative : OULAI Daniel, Man. Daniel OULAI est un entrepreneur social passionné par l'innovation sociale. Il est co-fondateur et administrateur d'Ayihalo, le premier espace de travail collaboratif pour le milieu rural et le changement social en Côte d'Ivoire. C'est un espace qui permet de promouvoir l'entrepreneuriat agricole, la créativité et l'innovation ainsi que la culture du numérique. danilo_king2010@yahoo.fr

Maroc — Valorisation des huiles alimentaires usagées

L'entreprise Kilimandjaro Environnement opère dans le secteur de la collecte et de la valorisation en biocarburant d'huiles alimentaires usagées et d'autres déchets. Elle investit pour acquérir des véhicules et des outils de collecte, et pour former les équipes. Une équipe de collecteurs est chargée de la collecte des huiles alimentaires à domicile. Des animateurs sensibilisent les foyers sur l'impact des huiles alimentaires déversées dans l'environnement. Une application mobile permet de recenser les foyers cibles, visualiser les zones de collecte, programmer les circuits, suivre les volumes collectés depuis leur enlèvement jusqu'à leur transfert vers une unité de transformation. A chaque point de collecte, un ambassadeur (qui perçoit une rémunération) établit la liaison entre les foyers et les équipes de collecte. Aujourd'hui, 50.000 foyers, suivis par 1000 ambassadeurs, sont touchés. Les transports publics urbains consomment du biocarburant, les émissions de CO_2 ont diminué, 15 emplois durables ont été créés. A l'horizon 2020, ce projet pourrait permettre la création de plus de 1600 emplois d'auto-entrepreneurs dans les métiers de la collecte et de la gestion de déchets.

Le porteur de l'initiative : CHAQOR Youssef, Casablanca.
Ingénieur en génie civil, Youssef CHAQOR a occupé divers postes à responsabilité, notamment dans une multinationale spécialisée dans le raffinage des huiles. Dans le cadre de ses activités, il a découvert la filière de production de biocarburants à partir d'huiles alimentaires usagées. youssef.chaqor@ekogeste.com www.ekogeste.com

Les partenaires : Fondation OCP pour l'entrepreneuriat.

Lauréat — Collectivité locale

MAROC — Prémices d'un plan climat communal

La Commune rurale de Fezna est située dans la Province d'Errachidia. Le climat est aride ; les températures fluctuent entre 0° l'hiver et plus de 40° en été. Les précipitations sont irrégulières. Fezna a élaboré un Plan Communal de Développement (PCD), réalisé grâce à la mobilisation de tous les acteurs locaux. Il s'est agi de réduire les impacts négatifs de l'évolution du climat par une gestion rationnelle de l'eau, l'introduction de l'agro-écologie, la promotion des énergies renouvelables et l'éducation à l'environnement. Les crues des deux oueds non pérennes qui traversent le territoire de la commune entrainaient, chaque année, une perte de 20 hectares de terres cultivables et la destruction d'une centaine de palmiers. La construction d'un mur de protection a résolu en grande partie ce problème. La plupart des agriculteurs ont adopté pour les techniques d'irrigation goutte à goutte. Les techniques d'agro-écologie ont permis d'augmenter la capacité de rétention hydrique, de favoriser la rentabilité économique des semences non hybrides, d'encourager la culture de plantes résilientes aux changements climatiques et de restaurer les écosystèmes dégradés. Un projet de Partenariat Public Privé (PPP) a permis à la fois une meilleure efficacité énergétique et l'emploi de l'énergie solaire : installation d'équipements solaires pour l'éclairage public, équipement de 200 luminaires avec des LED et création d'un fonds pour financer des projets d'adaptation.

La commune a mis en place le projet ECOSAN/MICROBIONA pour sensibiliser la population aux changements climatiques et à leurs impacts sur les ressources en eau et autres ressources naturelles. Le collège Al Batha, par exemple, a mené plusieurs activités exemplaires : l'installation de latrines écologiques, la mise en place d'une ferme expérimentale, la création d'une «police de l'environnement» et d'un «tribunal», lequel juge, à des fins pédagogiques, les infractions commises par les élèves à l'encontre de l'environnement au sein du collège. Plusieurs résultats ont été obtenus : réduction de l'exode rural, création d'emplois pour les jeunes et les femmes, préservation et réhabilitation des oasis. Tout cela a été le fruit d'une bonne gouvernance.

Le porteur de l'initiative :

Commune de Fezna, Fezna.

Fezna est une commune rurale en zone oasienne dans la Province d'Errachidia au Maroc qui compte près de 500 habitants. Moussa SLIMANI en est le Président.

slimani@drosos.org

Les partenaires :

Direction de l'Aménagement du Territoire, Agence de Développement Social, Direction Générale des Collectivités Locales, Ministère de l'Habitat (MHUAE), PNUD, Fonds Français pour l'Environnement Mondial, AFD, Fondation Prince Albert II de Monaco.

Lauréat — Collectivité locale

TUNISIE — Bilan Carbone de la ville de Sfax

La ville de Sfax a élaboré une stratégie de développement du Grand Sfax qui intégre des objectifs environnementaux ambitieux. Le volet développement durable a été réalisé avec le soutien de la GIZ, de la Banque Mondiale et du Programme Euromed des Eurocités. En 2013, la ville a réalisé un bilan carbone. L'objectif général est d'engager une démarche de réduction des gaz à effet de serre. Il s'agit de disposer d'une «photographie» des émissions de GES d'une activité et de mesurer la dépendance de la ville de Sfax aux énergies fossiles. L'estimation des émissions de GES est réalisée à partir de données d'activités : nombre de camions et distance parcourue, nombre de tonnes d'acier achetées, surface des bâtiments chauffés... La méthode Bilan Carbone® repose sur la collecte d'informations relatives aux flux physiques qui concernent l'entité (flux de personnes, de déchets, d'énergie, de matières premières…), et leur fait correspondre les émissions de GES que ces flux engendrent. A l'échelle du Grand Sfax, le bilan carbone porte sur 9 secteurs d'activités : énergies, industries, tertiaire, agriculture et pêche, résidentiel, voirie, déchets, transports de marchandises, transports urbains. A l'échelle de la ville, il porte sur l'administration générale, le sport, la culture, le logement, la voirie, les déchets, les espaces verts. Les émissions de la municipalité de Sfax en 2010 s'élèvent 6100 tonnes équivalent CO2. Les services qui engendrent les émissions les plus importantes sont ceux des déchets, des espaces verts et des équipements sportifs ainsi que les bâtiments administratifs. Pour le Grand Sfax, les émissions atteignent 5,2 millions de tonnes équivalent CO2, avec une part importante attribuée au transport de marchandises, avec 42 % des émissions, puis les émissions industrielles, les transports de personnes, l'agriculture... Un plan d'actions a été mis en place pour réduire la consommation énergétique et la pollution de la ville de Sfax. Il concerne les transports, l'industrie, l'énergie, les déchets et la gouvernance. L'objectif est de réduire de 20 % la consommation d'énergie à l'horizon 2020. Un séminaire international, «villes et changements climatiques», a été organisé à Sfax en 2013. Il est recherché une promotion des transports collectifs (transports par bus). Une étude du PDU/NAMA Transport de la ville de Sfax, financée par la GIZ a été élaborée. Plusieurs projets inscrits dans le plan d'action du bilan carbone de la ville de Sfax sont engagés.

Le porteur de l'initiative :

Municipalité de Sfax, Sfax.

Sfax, deuxième plus grande ville de Tunisie après la capitale, Tunis, compte environ 300.000 habitants, 500.000 si l'on inclut la région du Grand Sfax. Cette ville portuaire, très industrielle et touristique se caractérise par un trafic de personnes et de marchandises, en progression continue, qui engendre une consommation importante d'énergie. Cela entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, une pollution importante de l'air et une dégradation de la qualité de vie des Sfaxiens.

maire.sfax1@gmail.com

Les partenaires :

Agence de Coopération Technique Allemande (GIZ), Agence Nationale de la Maitrise de l'Energie (ANME), Municipalités du Grand Sfax.

Nominé — Collectivité locale

CAMEROUN — Angossas, ville verte

Angossas est une ville entièrement déboisée ; les arbres fruitiers et d'ombrage ont tous été abattus. Les villages de l'arrondissement sont donc exposés au phénomène de désertification. L'initiative vise à planter des arbres d'ombrage et d'embellissement, créer des parcs avec arbres, fleurs, bancs de repos, petites aires de jeux pour enfants et aménager un rond point central. Au préalable, il a été procédé à la formation et à la sensibilisation aux effets néfastes de la désertification, conséquence d'une destruction massive de la flore. Les leaders d'opinion (chefs traditionnels, notables, conseillers municipaux…) ont été sensibilisés lors de sessions. Ils ont ensuite sensibilisé toute la «base». Deux jardiniers assurent les activités de suivi. Pour la mise en place des plantations, des arbres, des fleurs et des équipements de travail ont été achetés. L'essentiel des plants et fertilisants ont été achetés à Yaoundé. Des jeunes et adultes ont réalisé le piquetage et la trouaison. Les puits de carbone créés contribuent à atténuer les effets du changement climatique. Arbres et fleurs sont arrivés à maturité. Les jeunes et les employés de la commune participent au suivi des plantations.

Le porteur de l'initiative : Commune d'Angossas, Angossas. Angossas est une commune située dans la région de l'Est et le département du Haut Nyong. Depuis son arrivée, en 2013, à la mairie d'Angossas, Madame la Maire a fait du reboisement de sa localité une priorité, dans une région qui souffre d'une exploitation anarchique de belles forêts sauvages.

mediatango@gmail.com

Les partenaires : Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF).

NIGER — Amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes

Le projet vise à faire accéder l'ensemble de la population de la commune aux services énergétiques modernes. Cela demande la mise à leur disposition d'équipements pour la satisfaction des besoins (lampe, pompe, foyer de cuisson, etc.) et la production d'énergie finale (électricité, carburant, combustibles, etc.). Toute la population de la commune a bénéficié de l'initiative. Il s'agit aussi d'améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable) et de renforcer les capacités productives (agriculture, artisanat, commerce) ainsi que les infrastructures en services énergétiques modernes (pompage mécanique, éclairage électrique, conservation, cuisson). Les services ont été électrifiés ; un équipement de production d'énergie solaire est mis à disposition. 195 exploitations agricoles ont été modernisées, des activités génératrices de revenus sont développées. L'accès à l'énergie des populations a été amélioré grâce à l'électrification au moyen de kits solaires. Des lampadaires solaires ont été installés et des ménages ont été dotés de services énergétiques modernes de cuisson.

Le porteur de l'initiative : Commune Rurale de Safo, Maradi. La Commune de Safo est marquée depuis plusieurs années par l'insécurité alimentaire issue du déficit de productions agricoles, lui-même conséquence des sécheresses et des changements climatiques. Une grande partie des habitants sont pauvres. pase_safo@yahoo.fr http://www.pase-safo.org/

Les partenaires : Union Européenne, Ministère de l'Energie et du Pétrole, PNUD/GEF, CODDAE.

Nominé — Collectivité locale

SÉNÉGAL — Résilience du département de Gossas face au changement climatique

L'initiative a consisté à accompagner les communes du département pour les rendre plus résistantes au changement climatique. Les objectifs du projet sont de réduire l'empreinte carbone du département de Gossas par la promotion de l'efficacité énergétique (fourneaux améliorés) et l'utilisation des énergies renouvelables, et d'améliorer la capacité d'adaptation des populations locales par la formation, le reboisement et la création d'espaces verts. Les bénéficiaires directs sont les jeunes et les femmes de la ville de Gossas et des communes du département. Les capacités techniques, organisationnelles et de gestion des acteurs locaux, ont été renforcées, la population, sensibilisée. Des fourneaux améliorés ont été diffusés, des panneaux solaires photovoltaïques ont été installés. Des actions de reboisement et de mise en défens ont été effectuées et des actions de lutte contre les feux de brousse ont été menées. Une ferme agricole adaptée au changement climatique a été créée. L'énergie solaire photovoltaïque est diffusée dans 24 villages. L'éducation à l'environnement est réalisée dans 40 écoles. Le biogaz domestique a été développé par la construction de 10 biodigesteurs. 50 emplois verts ont été créés.

Le porteur de l'initiative : Conseil Départemental de Gossas, Fatick. Le Conseil Départemental de Gossas a pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et environnemental d'intérêt local. Il a fait partie des bénéficiaires du Programme «Approche Territoriale du Changement Climatique».
cdgossas@gmail.com www.gossas-departement.simplesite.com

Les partenaires : PNUD, Ministère Environnement, Direction Eaux et Forêts, Generalidad de Catalogne, Région Poitou-Charentes.

TOGO — Prévention des inondations

Les changements climatiques et la pression urbaine ont fortement modifié le régime hydrique de la rivière Kpondjo et de l'écosystème de ses berges. Les riverains, les forêts, l'agriculture, les ressources halieutiques subissent les conséquences de fortes inondations. La mairie a voulu réduire les risques d'inondation et rendre viable le site de l'école primaire située à proximité. Il a fallu restaurer le couvert végétal, curer le lit de la rivière, effectuer un reboisement en eucalyptus, construire des rigoles pour drainer les eaux. Sept comités d'entretien et de protection des berges ont été créés dans les quartiers riverains. Des séances de sensibilisation sur la protection des berges et la gestion des ordures ménagères ont été organisées, des émissions radio ont été diffusées. Les maraîchers ont été incités à protéger les berges. Des caniveaux ont été construits pour le drainage et des eucalyptus ont été plantés près de l'école.
La cour de l'école est pratiquement asséchée. Un club environnement est chargé de l'arrosage et de l'entretien des plantes. Les jeunes sont éduqués au respect de l'environnement. Les populations ne jettent plus les ordures ménagères dans la rivière et elles se sont massivement abonnées au service de pré collecte des ordures.

Le porteur de l'initiative : Mairie de Sokodé, Sokodé. La mairie de Sokodé définit et met en œuvre des stratégies de développement local. Elle a en charge la gestion administrative et financière des services publics locaux et la mise en œuvre d'actions de développement communal. mairie_sokode@yahoo.fr www.uct.org

Les partenaires : Banque Mondiale, FEM, Union Européenne, Terra Africa, GFDRR, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, ONG PLAN SUD.

LES INITIATEURS ET COORDINATEURS DU PROJET INITIATIVES CLIMAT

Meriem HOUZIR

Fondatrice/directrice du cabinet de conseil franco-marocain AlliaDev, Meriem HOUZIR est ingénieur-écologue et titulaire d'un doctorat en Aménagement du territoire et développement durable. En tant que consultante, elle intervient au Maroc, dans les espaces méditerranéens et francophones auprès d'institutions publiques (aux niveaux national et local), d'ONG et d'organisations internationales (PNUD, PNUE, IFDD, GIZ, ESCWA…). Meriem HOUZIR a développé son expertise à travers des missions d'études-conseil, d'accompagnement, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de formation, d'évaluation de politiques publiques et de programmes de développement, d'organisation de rencontres/débats de haut niveau. La consultante est convaincue qu'il est temps de remettre l'homme au centre des préoccupations du développement et que l'approche territoriale ainsi que le renforcement des capacités des acteurs est un levier d'action.

Benoît THÉAU

En 2002, Benoît Théau a créé l'agence de communication IGAPURA (nom en guarani qui signifie « pont sur une rivière ») après avoir travaillé pendant plus de 15 ans dans des ONG de solidarité internationale. Il réalise des reportages et des documentaires dans de nombreuses régions du monde, principalement sur des expériences réussies de développement humain. De plus, il anime des formations et, en tant que consultant, apporte un appui méthodologique à des acteurs du développement local et à des organisations internationales. Enfin, il conçoit des projets multi-acteurs dans le domaine du développement durable, de la communication et des échanges internationaux. Benoît Théau a participé à plusieurs grandes conférences des Nations unies -Rio en 1992, Johannesburg en 2002, Copenhague en 2009, Rio+20 et différentes COP- et il a réalisé des Web TV pour faire connaître les questions évoquées lors de ces rendez-vous.

Avec leur équipe, Meriem et Benoît ont élaboré le site internet www.positive-rio.tv qui présente notamment de nombreux reportages vidéo sur des initiatives de développement durable dans quatre continents.

LA COOPÉRATION SUISSE

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

La Coopération Suisse est chargée de mettre en œuvre la politique étrangère du Conseil fédéral en matière d'aide humanitaire, et de coopération régionale et globale au développement. Elle aide les pays à surmonter la pauvreté et les problèmes de développement et s'est fixé les objectifs suivants pour la période 2013-2016 :
- prévenir et gérer les crises, les conflits et les catastrophes ;
- assurer l'accès de tous aux ressources et aux services de base ;
- promouvoir une croissance économique durable ;
- soutenir le passage à des systèmes démocratiques fondés sur l'économie de marché ;
- agir pour une mondialisation propice au développement, respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

La coopération entre le Royaume du Maroc et la Suisse remonte à 2004, à la suite du séisme dévastateur d'Al Hoceima. Depuis, le rapprochement entre les deux pays a continué grâce au partage de savoir-faire, en particulier dans les domaines de la diversité culturelle et de la migration, du renforcement de la démocratie, du développement économique et de la gestion des ressources naturelles et des risques. La Suisse est sensible aux changements climatiques auxquels le Maroc est particulièrement exposé, avec des effets négatifs sur les plans économique et social. La Confédération s'oriente vers une approche intégrée et participative de ces défis qui prend en compte la génération de revenus et la gestion des ressources naturelles avec, pour vision, le développement économique durable et inclusif du pays.

Dans ce contexte, la Suisse a répondu favorablement à la requête de collaboration du Maroc pour les COP21 et 22. En 2015, la Suisse a appuyé la délégation marocaine dans les négociations sur l'accord de Paris. Pour la COP22 cette alliance s'est étoffée et a permis de soutenir le projet Initiatives Climat et de mettre en place un Espace jeunesse dans la zone société civile, pendant la COP22. L'objectif de cet espace est de sensibiliser et de faire entendre la voix des jeunes sur les questions liées au climat.

L'INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE IFDD

médiaterre
système d'information mondial francophone pour le développement durable
www.mediaterre.org

L'IFDD est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et son siège est à Québec.

À l'origine dénommé Institut de l'Énergie des Pays ayant en commun l'usage du Français (IEPF), l'IFDD est né en 1988 peu après le IIe Sommet de la Francophonie, tenu à Québec en 1987. Sa création faisait suite aux crises énergétiques mondiales et à la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, l'Institut inscrit les résolutions du Sommet de la Terre de Rio-1992 comme fil directeur de son action et devient l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie. Et en 2013, à la suite de la Conférence de Rio+20, il prend la dénomination Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD).

L'action de l'IFDD s'inscrit dans le Cadre stratégique de la Francophonie, au sein de la mission D « Développement durable, économie et solidarité » et de l'Objectif stratégique 7 « Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs du développement durable ».

L'institut est notamment chef de file des deux programmes suivants de la programmation 2015-2018 de l'OIF, mis en œuvre en partenariat avec d'autres unités de l'OIF :
- accroître les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies régionales nationales et locales de développement durable, inclusives, participatives et axées sur les résultats, aux niveaux régional, national et local ;
- renforcer les capacités des acteurs francophones en vue d'une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre.

Le Programme de Microfinancements (PMF) du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)

Créé en 1992, l'année du Sommet de la Terre de Rio, le Programme de Microfinancements du FEM incarne l'essence même du développement durable par «penser globalement agir localement». En apportant un soutien financier et technique à des projets de conservation et de restauration de l'environnement, tout en améliorant le bien-être et les moyens de subsistance des populations, le PMF démontre que l'action communautaire peut maintenir l'équilibre entre les besoins humains et les impératifs environnementaux.

Le PMF reconnaît que la dégradation de l'environnement telles que la destruction des écosystèmes et les espèces qui en dépendent, l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre dans notre atmosphère, la pollution des eaux internationales, la dégradation des terres et la propagation des polluants organiques persistants sont des défis qui menacent la vie et qui nous mettent en danger. Cependant, les communautés pauvres et vulnérables, qui constituent les acteurs prioritaires du PMF, sont les plus à risque, car ils dépendent de l'accès aux ressources naturelles pour leur subsistance et vivent souvent dans des écosystèmes fragiles.

Le programme offre des subventions pouvant atteindre 50.000 US $ directement aux communautés locales, y compris les populations autochtones, les organismes communautaires et d'autres groupes non gouvernementaux pour des projets dans les domaines suivants : biodiversité, atténuation et adaptation aux changements climatiques, dégradation des terres et gestion durable des forêts, eaux internationales et produits chimiques.

PNUD Maroc

La mission du PNUD au Maroc est double. De par l'expertise internationale dont il dispose, il propose au gouvernement marocain des analyses et des solutions adaptées aux défis de développement du pays. Il joue un rôle de rassembleur et de coordinateur en mobilisant de nombreux partenaires nationaux et internationaux autour d'un même programme : la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le portefeuille de programmes de développement du PNUD au Maroc s'articule autour de trois grands thèmes prioritaires : Modes de développement durable ; Gouvernance démocratique inclusive et efficace ; Renforcement de la résilience.

En matière d'environnement et de développement durable, les programmes entrepris par le PNUD Maroc visent, d'une part, à intégrer la préoccupation environnementale dans l'action de développement nationale et, d'autre part, à renforcer les capacités du pays afin que celui-ci puisse mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre des conventions et accords internationaux.

Le PNUD Maroc est engagé dans plusieurs projets aussi bien d'atténuation que d'adaptation aux changements climatiques dont notamment :
- Le Projet de renforcement des capacités pour une stratégie de développement à faible carbone (LECB), mené avec le Ministère délégué chargé de l'environnement avec l'appui financier de l'Union Européenne ;
- Le Projet d'intégration du changement climatique dans la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique en cours de mis en œuvre avec le Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique avec l'appui financier du GEF ;
- Le Projet de Promotion du développement des systèmes de pompage photovoltaïques pour l'irrigation, mené en collaboration avec l'ADEREE et avec l'appui financier du GEF ;
- Les différentes Communications Nationales à la CCNUCC dont la 1ère en 2001, la 2ème en 2010 et la 3ème en 2016.

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

CGLU Afrique est l'organisation faîtière et la voix unie assurant la représentation des collectivités territoriales du continent africain. Le congrès fondateur de l'organisation s'est tenu en mai 2005 dans la ville de Tshwane, en Afrique du Sud. Son siège se trouve dans la ville de Rabat (Royaume du Maroc) depuis janvier 2008. Elle a des bureaux régionaux sur le continent. CGLU Afrique rassemble les 40 associations nationales de collectivités territoriales de toutes les régions du continent, ainsi que 2000 villes comptant plus de 100.000 habitants.

CGLU Afrique est la section régionale pour l'Afrique de l'organisation mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). La vision de CGLU Afrique est de «contribuer à l'unité et au développement de l'Afrique en partant des territoires».

Les territoires étant indéniablement des acteurs majeurs dans la lutte contre le changement climatique, par leurs capacités à réduire les émissions de gaz à effet de serre et par leurs actions d'adaptation face aux impacts du réchauffement climatique, CGLU Afrique a tenu à prendre une part active à la COP22, qui rejoint les principaux objectifs de l'organisation. Notamment en matière de reconnaissance du droit des collectivités territoriales à siéger autour des tables de décisions comme acteurs clés.

Les principaux objectifs de CGLU Afrique sont :
- promouvoir la décentralisation en Afrique et la reconnaissance des collectivités territoriales comme un niveau de gouvernance public autonome, distinct et complémentaire du gouvernement national ;
- soutenir la création et le renforcement des capacités des associations nationales, des collectivités territoriales et de leurs membres pour de meilleurs services aux populations ;
- organiser, tous les trois ans, la plus importante plateforme panafricaine de dialogue sur la décentralisation et la gouvernance locale, encore connu comme le sommet Africités.

ONU Femmes

En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé ONU Femmes, l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Au niveau mondial, ONU Femmes a principalement pour rôle de :
- appuyer des organes intergouvernementaux dans l'élaboration de politiques, de règles et de normes mondiales ;
- aider les États Membres à appliquer ces règles ;
- diriger et coordonner le travail du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes ainsi que promouvoir la responsabilisation, notamment avec un suivi régulier des progrès dans l'ensemble du système.

A l'échelle du Maghreb, ONU Femmes a pour missions de :
- renforcer le leadership et la participation des femmes ;
- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- lutter contre les violences faites aux femmes ;
- assurer la bonne Gouvernance et la planification ;
- appuyer les institutions pour intégrer l'égalité du genre dans leurs politiques, stratégies et programmes ;
- concrétiser le Programme de développement durable d'ici 2030 ;
- apporter un appui intergouvernemental.
- assurer la coordination du système des Nations unies.

Au Maroc, les axes d'intervention d'ONU Femmes, se centrent autour de la promotion du leadership et la participation politique des femmes, l'autonomisation économique des femmes, la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, ainsi que la gouvernance et planification nationale et locale.

En partenariat avec la coopération Suisse, ONU Femmes a mis en œuvre un projet dans les oasis de Tafilalet, pour renforcer l'atténuation des risques de catastrophes naturelles et l'utilisation de techniques pour une meilleure adaptation au changement climatique.

ONU Femmes a initié également un projet qui vise à impliquer les femmes rurales des zones montagneuses et oasiennes dans la production et la valorisation des semences locales, l'amélioration des productions agroécologiques et l'utilisation des techniques culturelles d'adaptation au changement climatique.

DINIKA

PROGRAMME DINIKA
APPUI A LA SOCIETE CIVILE MALAGASY
UNION EUROPEENNE

DINIKA est un programme d'Appui à la Société Civile Malagasy, mis en œuvre par l'Union Européenne, dont l'objectif est de promouvoir la bonne gouvernance au niveau local et national en œuvrant pour une plus grande indépendance et une crédibilité accrue des OSC.

Les objectifs spécifiques sont :
- le renforcement des capacités stratégiques, institutionnelles et opérationnelles des OSC malgaches afin de leur permettre d'être des partenaires responsables, informés et compétents de la vie économique, politique et sociale.
- le renforcement des capacités de plaidoyer et accompagnement de proximité des OSC malgaches pour mieux sensibiliser les citoyens sur les droits sociaux, économiques et politiques.

La composante principale du Programme s'articule autour des axes suivants : amélioration de la gouvernance locale, appui aux initiatives émergentes de jeunes et de femmes, appui à la structuration des OSC, culture citoyenne et amélioration de l'accès à l'information et aux connaissances des OSC et capitalisation des acquis du programme.

L'approche DINIKA, qui s'inscrit pleinement dans la nouvelle orientation de la récente communication de l'UE sur la société civile, repose sur la reconnaissance que le processus de développement est fondamentalement de nature «endogène». Il ne s'agit pas d'un programme classique car sa philosophie de base consiste à appuyer la société civile malgache à devenir un véritable acteur de développement et de gouvernance dans la perspective plus large de reconstruction d'un Etat viable, légitime et effectif.

Le Programme DINIKA cherche à éviter les approches normatives en matière d'appui à la société civile. L'objectif est de s'aligner sur les réalités locales et d'accompagner les OSC dans leur propre processus de développement institutionnel et d'action sociétale. C'est la raison pour laquelle le Programme DINIKA a été conçu comme un programme « pilote ». L'idée est de servir de « laboratoire » pour tester de nouveaux modes d'intervention et trouver des solutions plus durables aux défis structurels de la société malgache.

Ministère délégué chargé de l'Environnement (Maroc)

ROYAUME DU MAROC

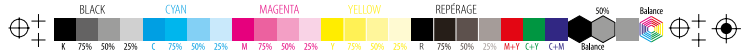
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement

En tant que point focal national de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, le Ministère délégué chargé de l'Environnement a mis en place une politique de lutte contre le réchauffement climatique qui vise, entre autres, la promotion d'un développement sobre en carbone et résilient aux impacts du climat, et la consolidation des mesures prévues ou mises en œuvre dans le cadre des initiatives stratégiques sectorielles.

Le Ministère délégué a également élaboré en concertation avec les acteurs concernés, la Contribution Prévue Déterminée au niveau National avec des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique, et vient de préparer la Troisième Communication du Maroc à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique.

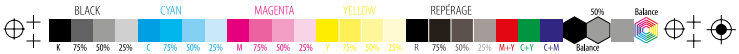
Le Ministère a mis en place le Centre des Compétences sur le Changement Climatique qui est une plateforme de renforcement des compétences des acteurs (secteur public, privé, recherche, société civile, collectivités territoriales) et un hub pour l'échange et le partage d'informations en matière de changement climatique, ouvert sur son environnement régional et africain.

Le Ministère déploie d'autres importants programmes d'appui aux acteurs dans le domaine des changements climatiques, notamment :
- le renforcement des capacités des collectivités territoriales et leur accompagnement dans la mise en œuvre des plans territoriaux du climat.
- la promotion de la recherche-développement et de l'éco-innovation à travers le financement de projets de recherche dans le domaine de l'adaptation aux impacts des changements climatiques et l'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre.
- l'appui à la société civile par le renforcement des capacités et le financement de projets de démonstration.


BLACK
K 75% 50% 25%
CYAN
C 75% 50% 25%
MAGENTA
M 75% 50% 25%
YELLOW
Y 75% 50% 25%
REPÉRAGE
R 75% 50% 25%
M+Y C+Y C+M
50%
Balance
Balance

Suivez les actualités du projet sur le site internet :
www.initiativesclimat.org

et sur Facebook :
www.facebook.com/InitiativesClimat



Initiatives Climat

AlliaDev

IGAPURA

www.initiativesclimat.org

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE IFDD

médiaterre
système d'information mondial francophone pour le développement durable
www.mediaterre.org

ONU FEMMES
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

SGP The GEF Small Grants Programme

gef

PNUD Maroc

UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

ROYAUME DU MAROC
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement

PROGRAMME DINIKA
APPUI A LA SOCIETE CIVILE MALAGASY
UNION EUROPEENNE